

Mirages de la croissance

Michel Husson, *Regards*, décembre 2009

La crise conduit à réévaluer une certaine tradition « keynésienne » qui consiste, pour simplifier, à proposer une relance par les salaires afin de créer des emplois. C'est une illusion, parce que la croissance ne crée pas d'emplois à long terme (1). Cette proposition iconoclaste peut être étayée à partir de quelques chiffres : durant les 15 années précédant la crise actuelle (1993-2008), l'emploi a augmenté en France de 15 %, pour une croissance annuelle moyenne de 2,1 %. Mais si l'on considère les 15 dernières années (1959-1994) des « Trente glorieuses », on constate que l'emploi avait moins progressé (9 % au lieu de 15 %) pour une croissance du Pib pourtant très supérieure (5,8 par an au lieu de 2,1 %). Bref, la capacité d'une économie de créer des emplois est largement indépendante de sa croissance.

Certes, l'emploi fluctue avec la croissance et c'est bien pourquoi il plonge en ce moment. Mais peut-on pour autant proposer une relance de la demande pour créer des emplois ? Laissons de côté les arguments écologiques, non pas parce qu'ils seraient irrecevables, mais pour mieux se concentrer sur l'analyse économique. Les perspectives de l'emploi et de la croissance sont très mauvaises, en raison de deux pronostics essentiels.

Du côté de la croissance, les moteurs d'avant-crise sont au point mort et le consensus est à une reprise molle de l'ordre de 1,5 % en Europe à partir de 2011, au mieux. Du côté de l'emploi, le taux de chômage a franchi une marche d'escalier qu'il n'est pas près de redescendre. Selon le FMI, le taux de chômage de la zone euro devrait continuer à monter jusqu'à plus de 11 % et ne redescendrait ensuite que lentement. Ce n'est qu'en 2014 qu'il retrouverait son niveau actuel (9 %), soit deux points de plus que le niveau d'avant la crise (2). Dans la plupart des pays européens, l'ajustement de l'emploi a été amorti par une série de dispositifs comme le chômage partiel (3 % de la population active en Allemagne !) mais ces dispositifs sont transitoires – « intrinsèquement réversibles », pour reprendre l'expression glaçante du FMI - et coûteux pour les finances publiques. Les entreprises vont quant à elles chercher à rétablir leur compétitivité et donc à ajuster l'emploi et geler les salaires, tandis que les dépenses publiques seront rognées.

Ces éléments de prospective montrent que l'on ne peut pas compter sur une croissance suffisamment vigoureuse pour éponger le chômage accumulé, même si une « croissance verte » pouvait se révéler plus riche en emplois. Faut-il pour autant abandonner toute revendication salariale ? Evidemment non, mais l'augmentation des salaires doit s'appuyer sur une aspiration à la justice sociale et à un revenu décent. En revanche, le raisonnement classique (plus de salaires = plus de consommation = plus de croissance = plus d'emplois) doit être fortement relativisé, en particulier quant aux effets sur l'emploi.

La crise doit donc conduire à un double renversement de perspective. Le premier consiste à raisonner à croissance donnée et se poser la question des revenus correspondants. Un changement radical dans la répartition des revenus permettrait de redistribuer autrement les fruits de cette (petite) croissance : un tiers pour les salaires, un tiers pour la création d'emplois par la réduction du temps de travail, et un tiers pour la protection sociale.

Plutôt que de se demander comment doper la croissance pour créer de nouveaux emplois, il faut là aussi prendre le problème à l'envers et se demander quels sont les emplois dont nous avons besoin, pour réduire la pénibilité du travail et mieux répondre aux besoins sociaux.

L'urgence de ce travail de remise en cause des schémas habituels est évidemment renforcée par la lutte contre le changement climatique. Il est de toute manière rendu nécessaire par la profondeur de la crise actuelle qui est la crise d'un système profondément instable, chaotique et contraire aux intérêts de la grande majorité de l'humanité. Les aménagements réformistes de ce système sont manifestement sous-dimensionnés par rapport à l'ampleur de ses contradictions. C'est au fond la raison pour laquelle les partis d'orientation sociale-libérale ne tirent pas les bénéfices politiques de la situation actuelle. Et c'est pour cette raison aussi qu'une alternative cohérente à la débâcle du capitalisme ne peut être que radicale.

(1) Pour une démonstration plus détaillée, voir « Soixante ans d'emploi », <http://hussonet.free.fr>

(2) voir « Le choc de la crise, le poids du chômage », <http://hussonet.free.fr>